

Audition de Rexecode

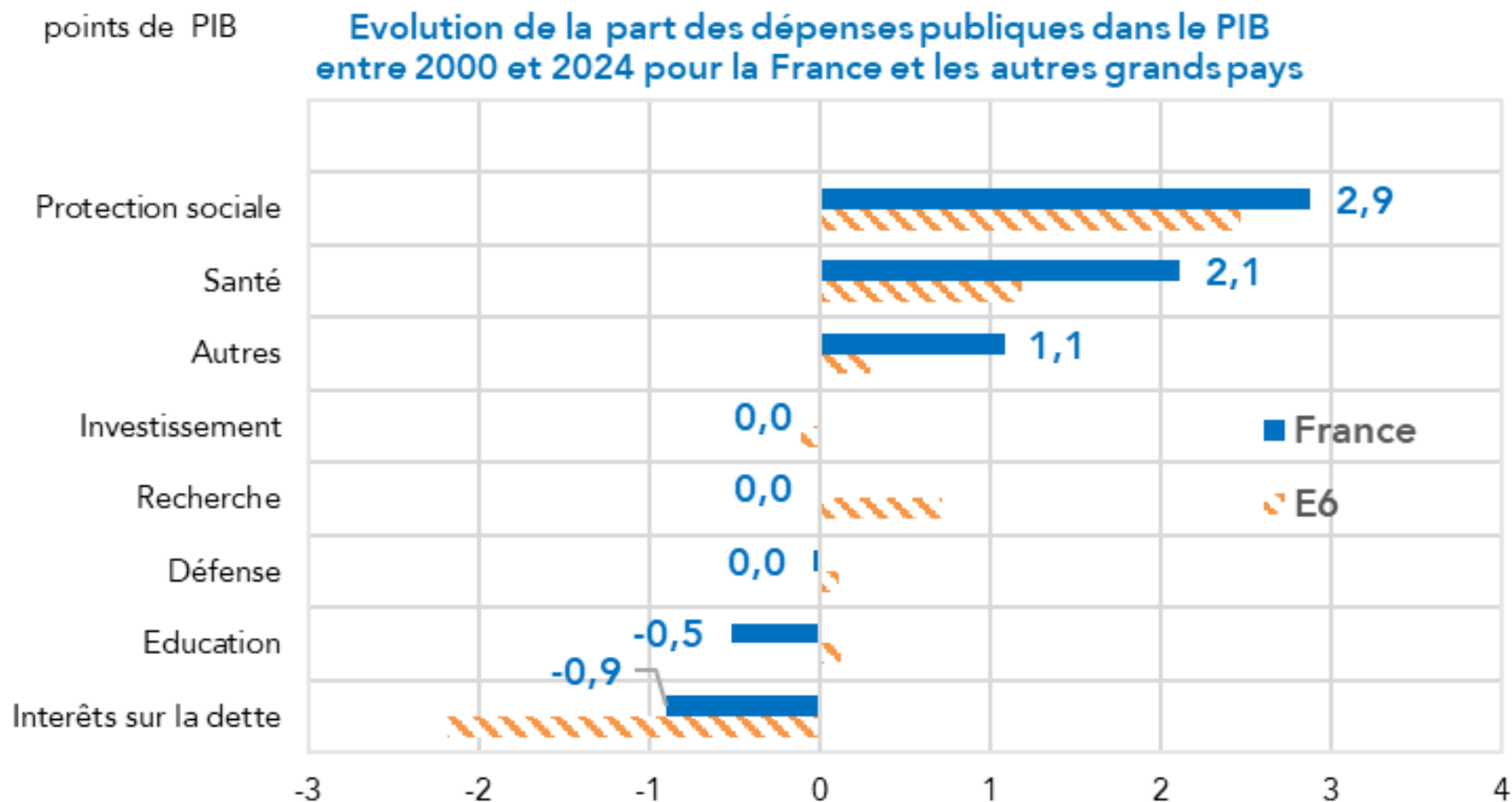
Assemblée Nationale, Commission d'enquête sur le coût réel des aides sociales et les effets de désincitation au travail engendrés par leur cumul

Denis Ferrand, Directeur général

Olivier Redoulès, directeur des études

20 octobre 2026

Entre 20 ans, une hausse de 5 points de PIB de la dépense sociale, soit 40% de plus que les autres grands pays européens.



Source : Eurostat, comptes nationaux, COFOG ; E6 : Allemagne, Belgique, Espagne, Italie, Pays-Bas, Portugal

© Rexecode

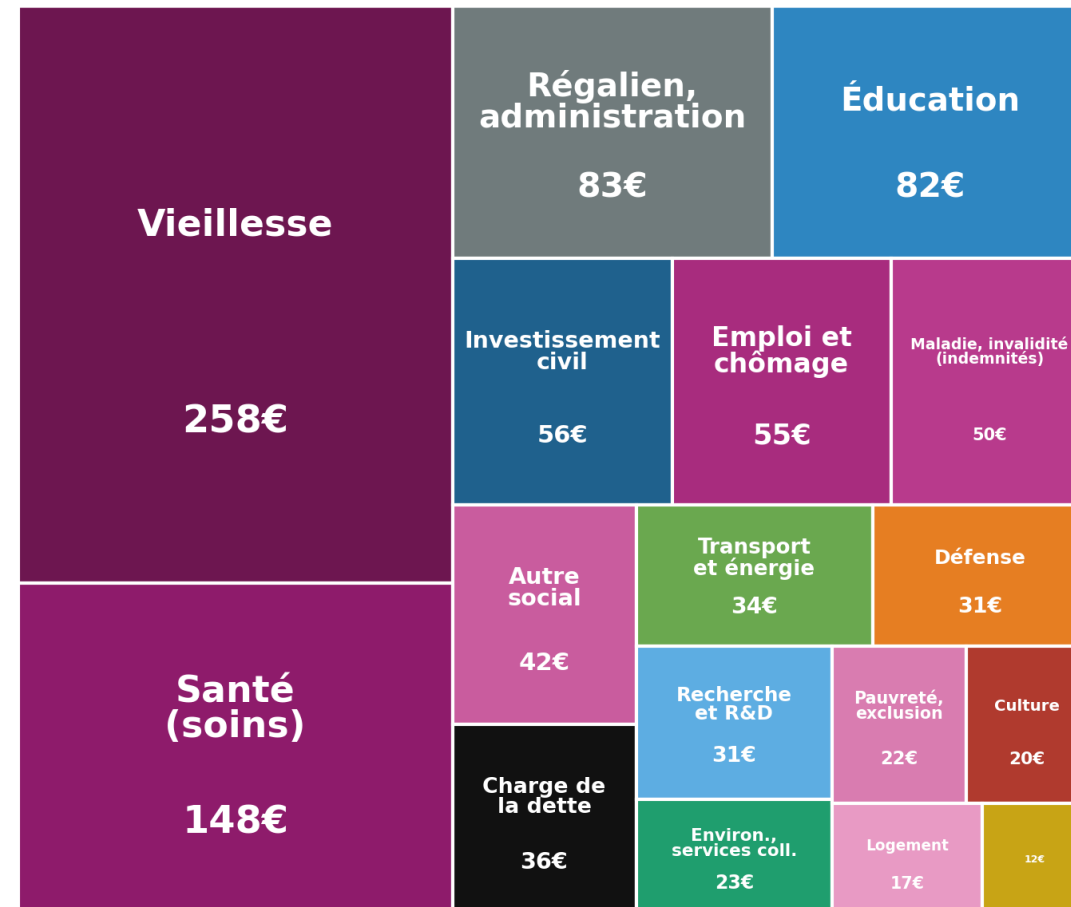
Les retraites et les soins de santé représentent 40 % de la dépense publique

Environ la moitié des 1700 Md€ de dépenses publiques sont des prestations aux ménages.

Sur 1000 euros de dépenses publiques, la dépense sociale représente près de 600 euros, dont 260 euros pour les seules retraites et 150 euros pour les soins de santé

L'administration proprement dite et le régalien hors défense représentent 83 euros, l'investissement 56 euros.

Ventilation de 1000 euros de dépenses publiques en 2024

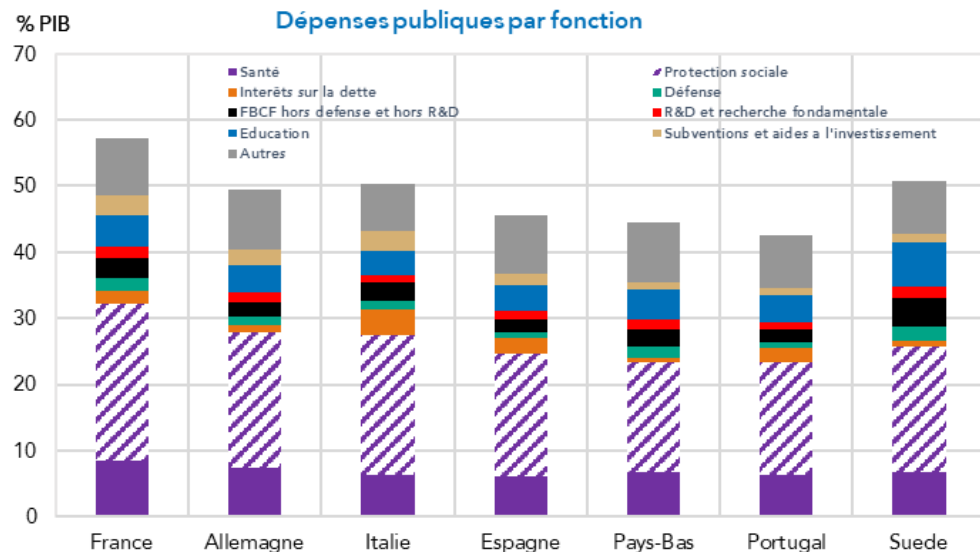


Source : Eurostat / Cofog ; calculs Rexecode

Au niveau des dépenses publiques, la France se distingue par des dépenses plus élevées et plus dynamique pour la protection sociale (notamment la vieillesse) et la santé.

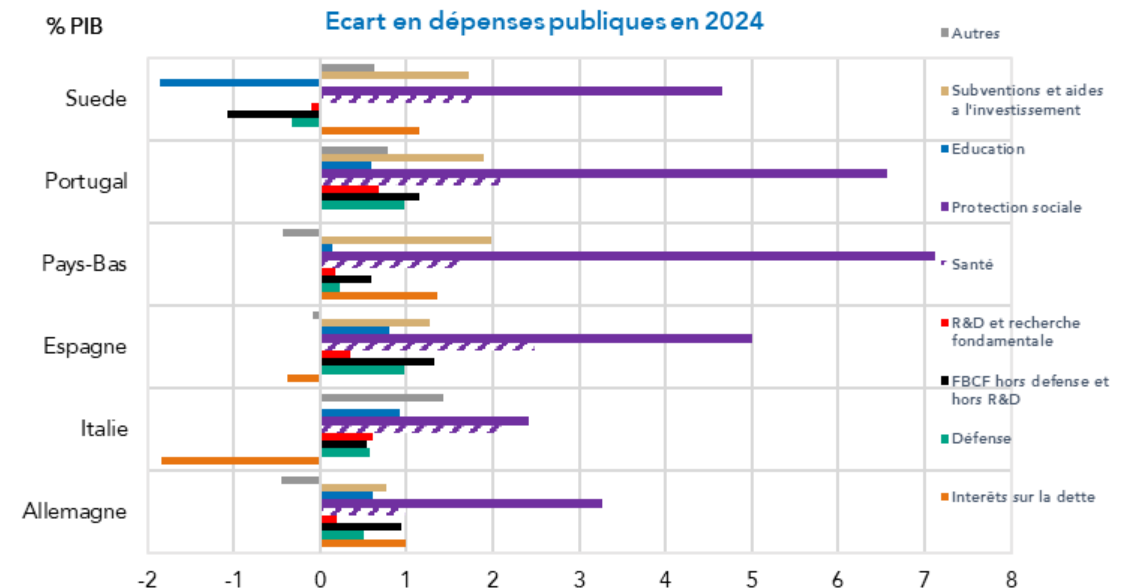
Un niveau de dépenses publiques rapportées au PIB supérieur aux principaux voisins européens.

Un écart de ratio de dépenses publiques particulièrement fort pour la protection sociale et la santé



Source : Eurostat, comptes nationaux, COFOG

© Rexecode



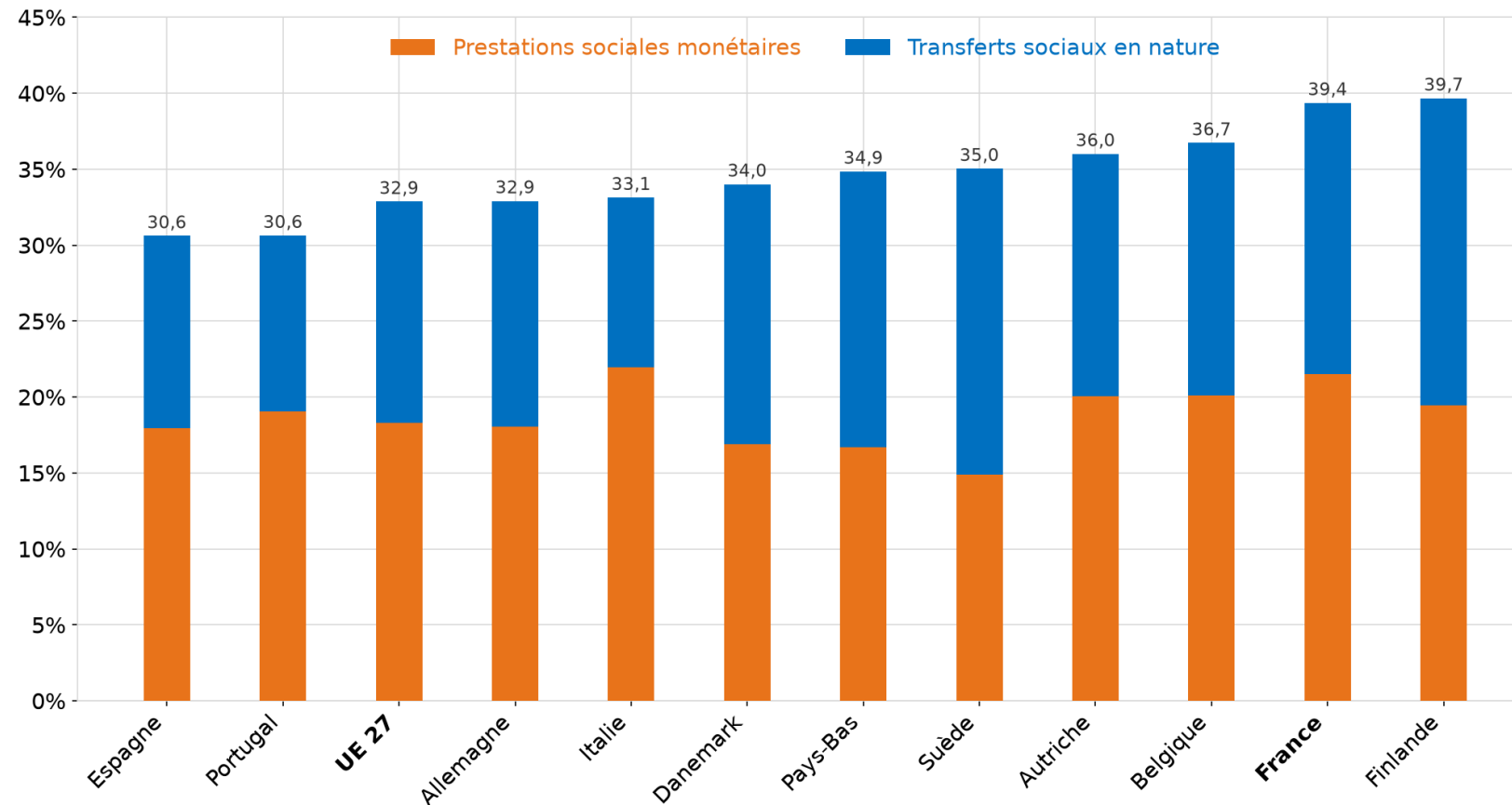
Source : Eurostat, comptes nationaux, COFOG

© Rexecode

Un niveau de redistribution très supérieur à la moyenne des grands pays européens, au regard des ressources générées par l'économie.

% PIB

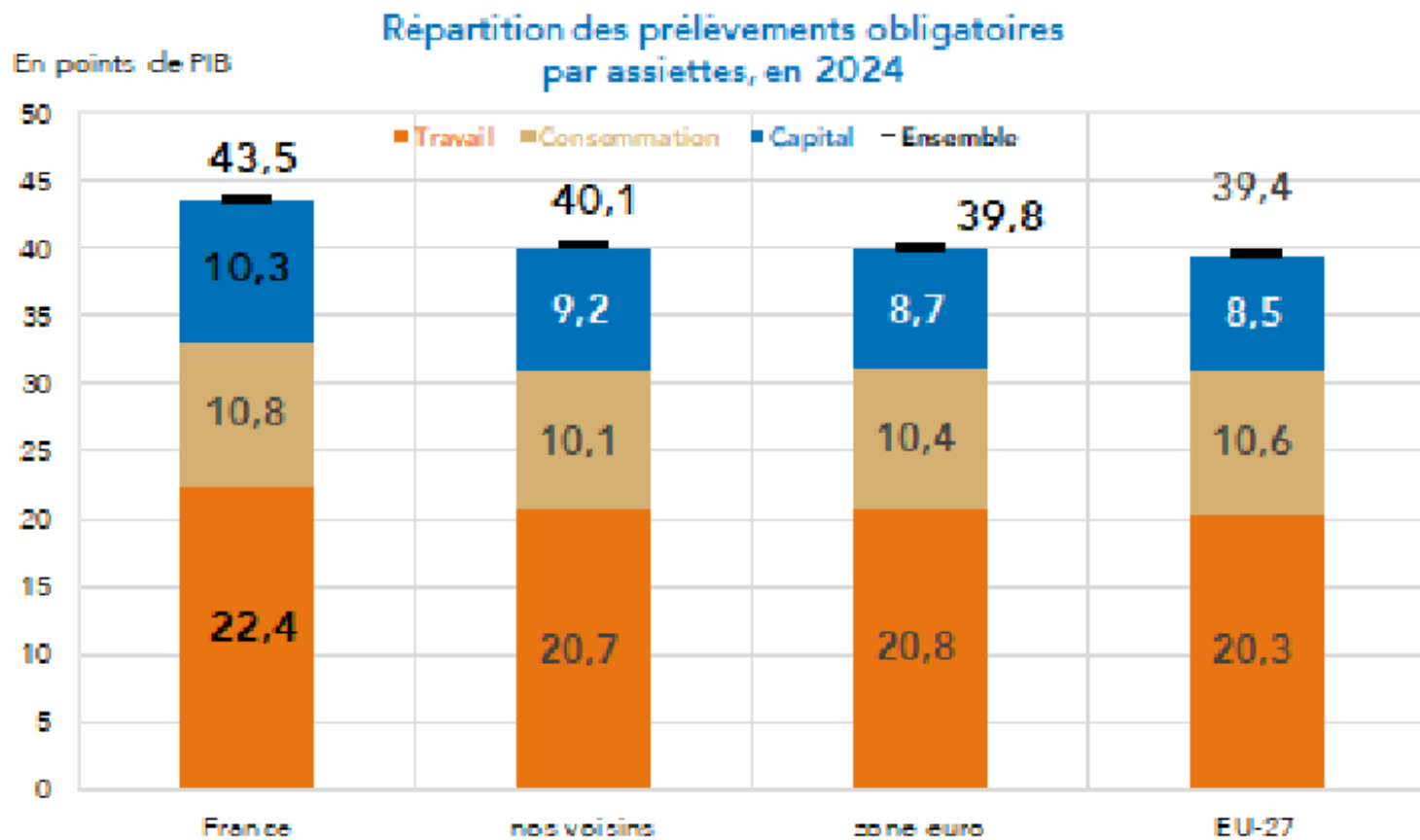
Les transferts aux ménages en % du PIB (2024)



Transferts sociaux en nature :

- Santé
- Education
- Crèches
- Logement
- Culture
- Etc.

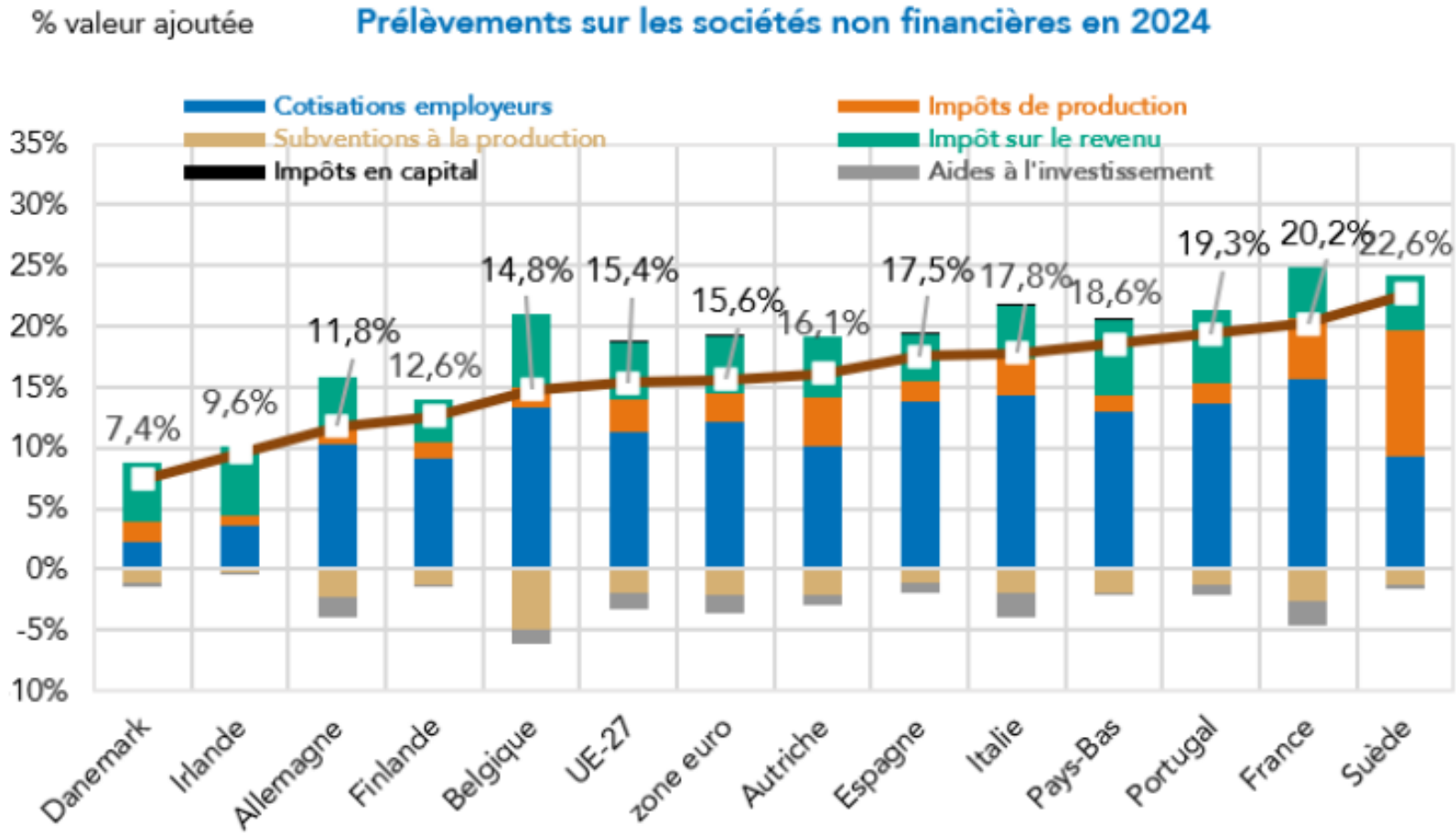
Plus de prélèvements sur le travail et le capital, et dans une moindre mesure sur la consommation



Source : Commission européenne - National Tax Lists 2024

© Rexecode

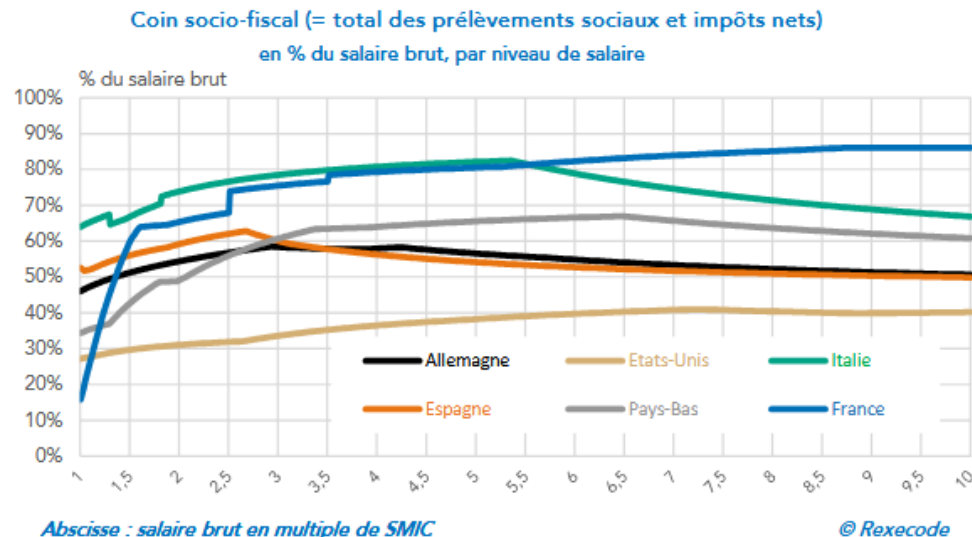
Des prélèvements sur les entreprises bien supérieur à la moyenne européenne



Source : Insee (France), Eurostat (autres pays)

© Rexecode

En comparaison internationale, la France se singularise par l'importance des prélèvements sur le travail et leur progressivité.

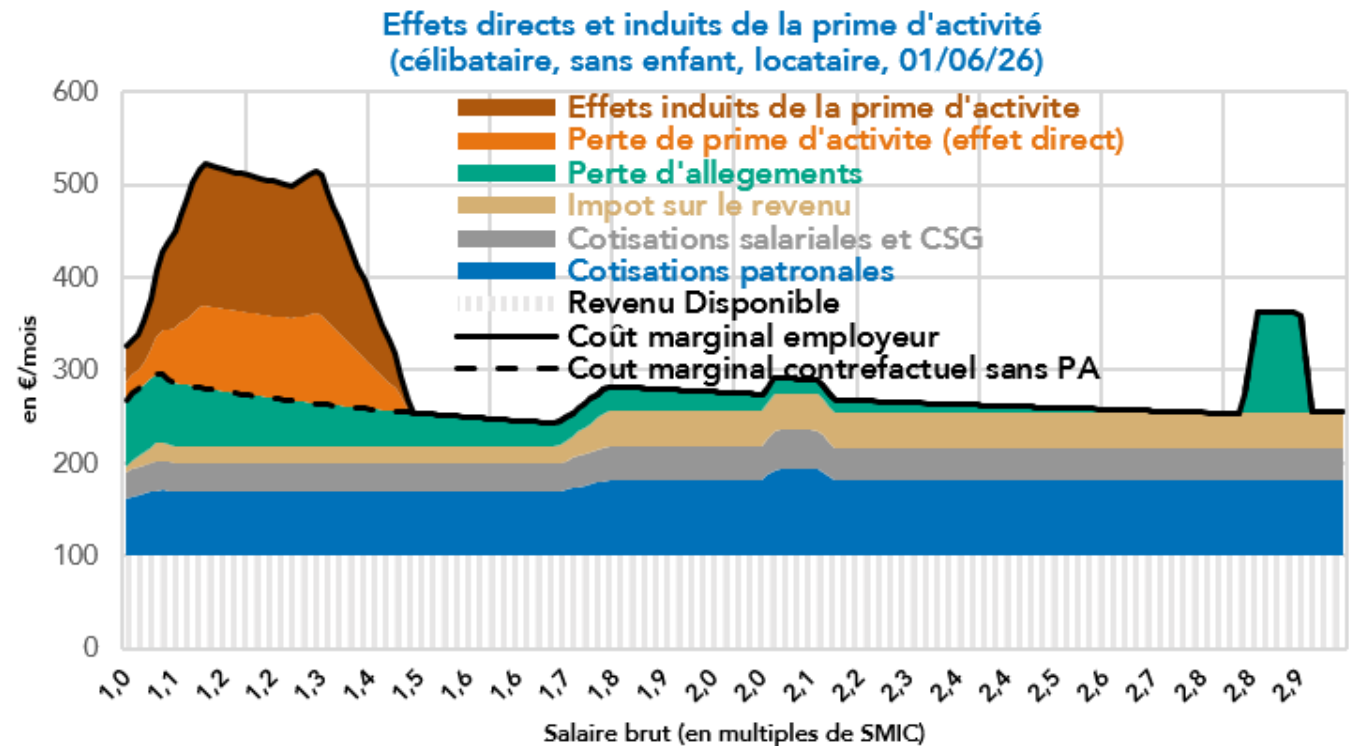


Note de lecture : chaque courbe représente, par niveau de salaire brut (exprimé en multiple de SMIC), le taux moyen de prélèvements employeur et salarié en points de salaire brut. Il inclut, pour la France, les cotisations et contributions sociales côtés employeur et salarié, l'impôt sur le revenu et la prime d'activité.

- Rapportés au PIB, les prélèvements sur le travail représentent 2,7 points de plus que la moyenne européenne.
- Mais le taux de prélèvements est particulièrement bas au niveau du SMIC, et particulièrement élevé au-delà de 3 SMIC.
- L'écart est moins marqué en points de coût du travail, car la France fait porter davantage de prélèvements par l'employeur.

Prime d'activité : un frein à la progression salariale plus important que les allègements de cotisations

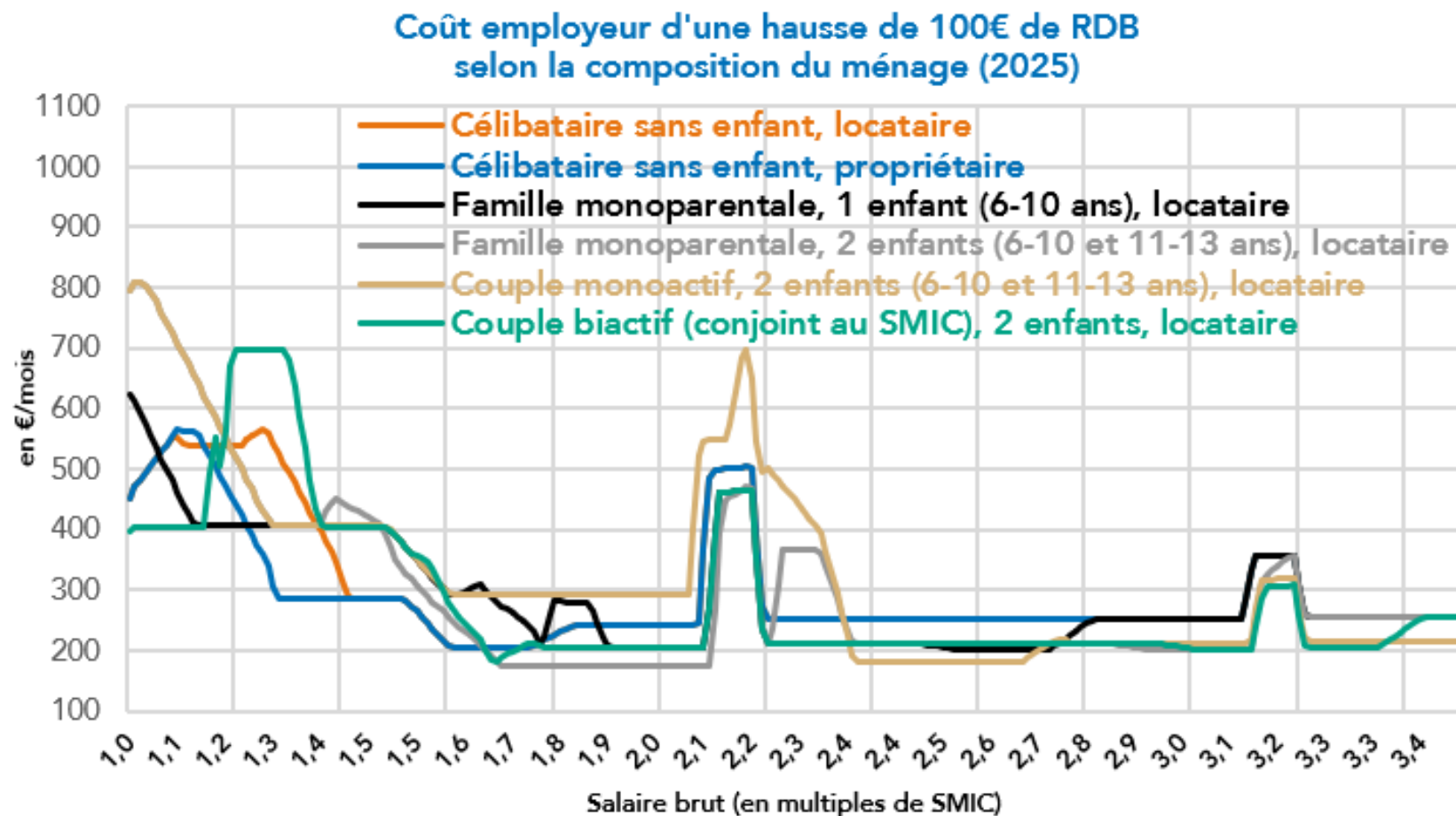
- A 1,2 - 1,3 SMIC, faire progresser le revenu disponible (après prime d'activité) de 100 euros coûte 520 euros à l'employeur dont :
 - Les 100 euros qui reviennent au salarié
 - 240 euros de surcoût, liés à la prime d'activité
 - 90 euros pour sa baisse qu'il faut compenser
 - 150 euros pour les effets induits de cette compensation sur les autres prélèvements
 - 120 euros liés à la hausse des cotisations de droit commun
 - 50 euros liés à la perte d'allègements hors effet de la prime d'activité



Source : Maquette Edifis, DREES, calculs Rexecode

© Rexecode

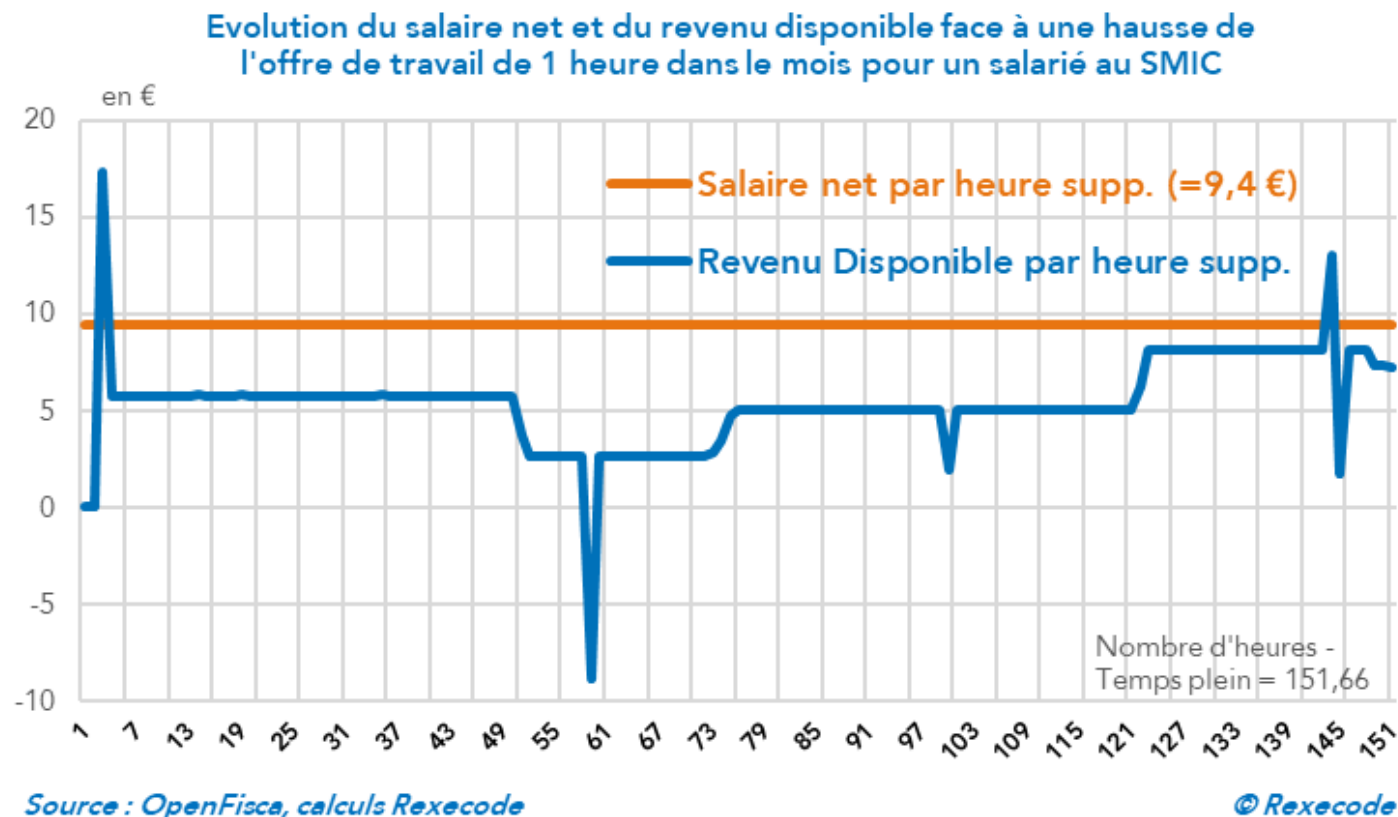
Coût employeur d'une hausse de 100 euros du revenu disponible (après prime d'activité et APL) selon la situation familiale



Source : Maquette Edifis, DREES, calculs Rexecode

© Rexecode

L'effet combiné des aides sur le revenu tiré par une heure travaillée en plus par un salarié à temps partiel et au SMIC



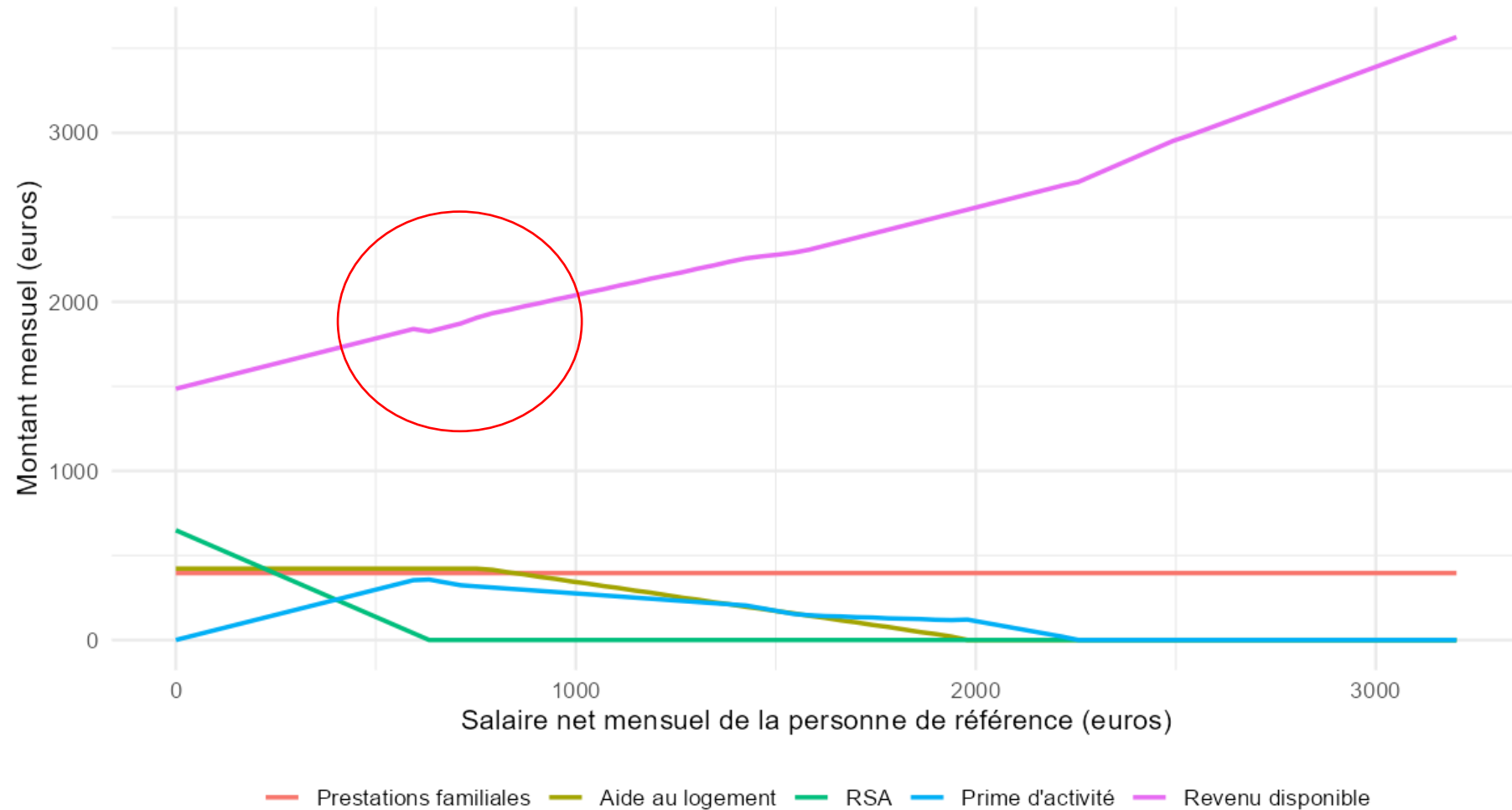
Zone de taxation élevée entre 12 et 20 heures par semaine au SMIC, ou entre 500 et 800 euros par mois de salaire net

Analyse réalisée dans le cas d'un célibataire locataire

Des situations dans lesquelles travailler plus rapporte un peu moins (1/2)

Parent isolé, 1 enfant de moins de 3 ans

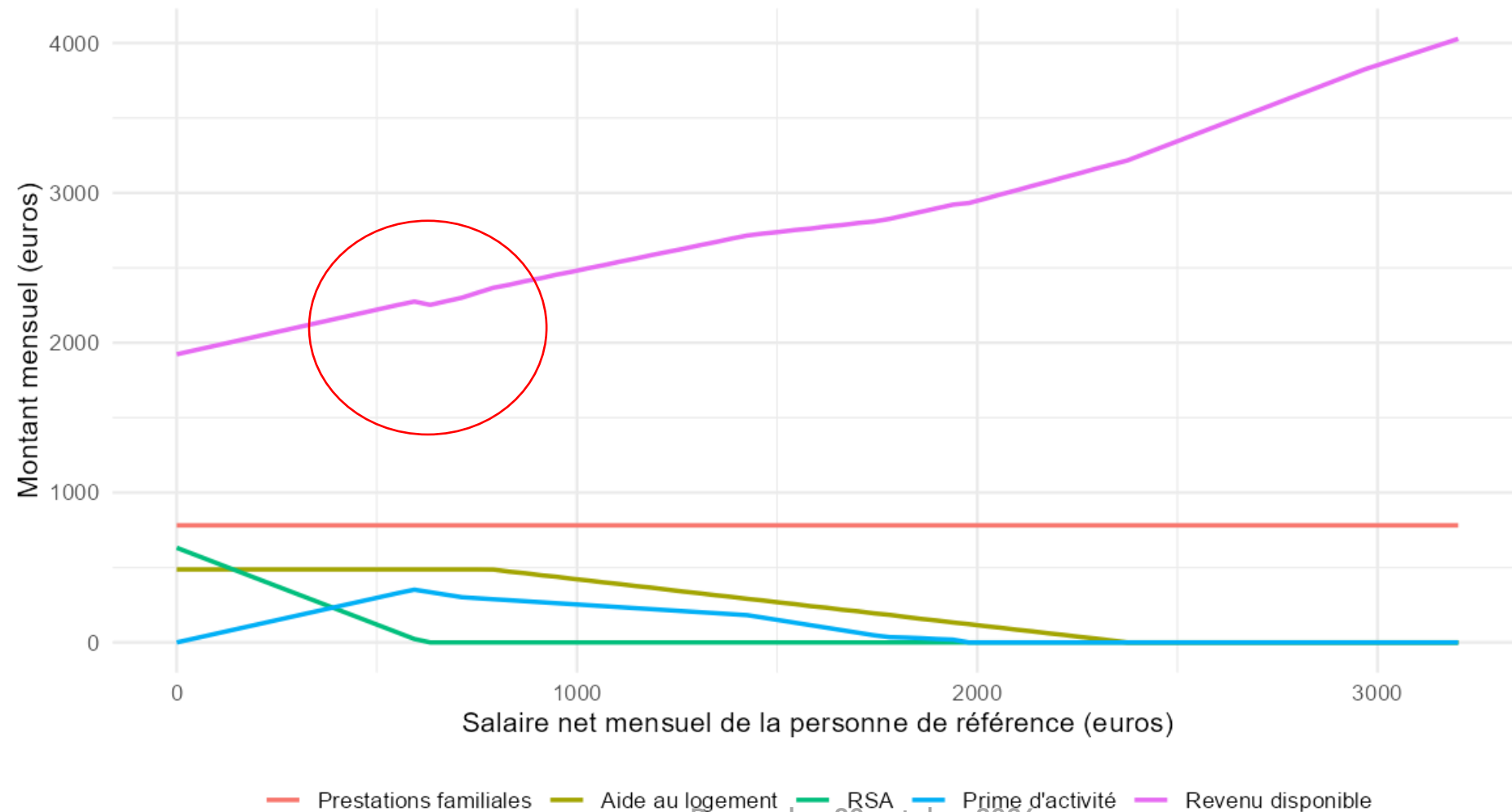
Législation 2025 – source : moteur Edifis (DREES)



Des situations dans lesquelles travailler plus rapporte un peu moins (2/2)

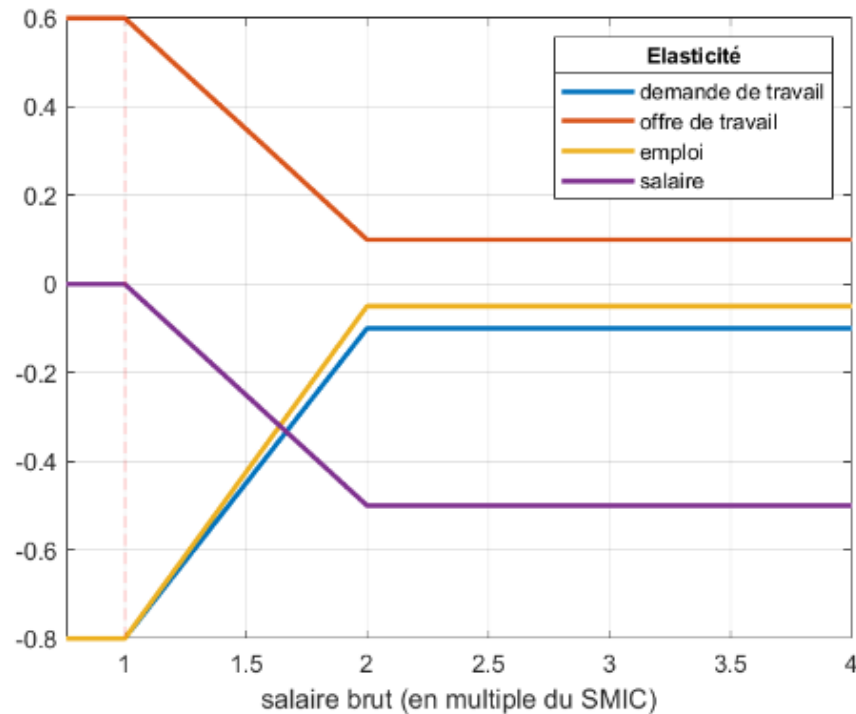
Parent isolé, 2 enfants (1 de moins de 3 ans, 1 de 6 à 10 ans)

Législation 2025 – source : moteur Edifis (DREES)



L'offre et la demande de travail répondent aux incitations – et sont affectées par la fiscalité

Graphique IV.9 – Élasticités selon le niveau de salaire en partant de -0,8 pour l'élasticité de la demande de travail au Smic et de 0,6 l'élasticité de l'offre de travail au Smic



Source : rapport du groupe d'experts sur le SMIC, décembre 2025

En synthèse

- Un ensemble de dispositifs structuré autour de choix politiques historiques qui font système :
 - SMIC
 - Retraites et santé publiques à large couverture
 - Soutien au pouvoir d'achat : RSA, APL
 - Lutte contre le chômage : allègements et prime d'activité
- Des zones d'inefficience qui s'accumulent :
 - Emploi déclaré ou non
 - Activité ou non activité
 - Progression salariale
 - Volume horaire
- Repenser notre Etat providence autour de la logique d'efficience et d'incitation au travail et à la productivité :
 - Quel arbitrage entre production de richesses et redistribution ?
 - Quel arbitrage entre lutte statique contre les inégalités et encouragement à la progression individuelle ?

=> Une réflexion rendue urgente dans un contexte de dérive des comptes publics et de ralentissement de la productivité